

67601

713.433.4

GENERALE

E/CN.14/682

E/CN.14/ECO/116

24 février 1977

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT DU COMITE EXECUTIF SUR LES TRAVAUX DE LA SEIZIEME SESSION, TENUE A KINSHASA DU 21 AU 23 FEVRIER 1977

Ouverture et durée de la session

1. La seizième session du Comité exécutif a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la CEA, en l'absence de M. Mwai Kibaki (Kenya), Président en exercice de la Conférence des ministres, et de M. Layachi-Yaker (Algérie), Président de la quinzième session du Comité exécutif, qui ont été dans l'impossibilité d'assister à la session.
2. La session a eu lieu à Kinshasa du 21 au 23 février 1977, sous la présidence de M. Rabin Gharbun (Maurice).

Participation

3. Ont assisté à la session les représentants des Etats membres suivants du Comité : Algérie, Burundi, Côte-d'Ivoire, Egypte, Gambie, Kenya, Libéria, Malawi, Maroc, Maurice, République Unie du Cameroun, Sénégal, Soudan, Zaïre et Zambie.
4. Ont également assisté à la réunion des observateurs des pays suivants : Bénin, Botswana, Congo, Empire centrafricain, Ethiopie, Ghana, Lesotho, Mauritanie, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Tunisie. La France, Etat membre associé de la Commission, était également représentée. Etaient également présents des observateurs de la Hongrie et de l'Union des républiques socialistes soviétiques.
5. Les organismes suivants des Nations Unies étaient représentés : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Les institutions spécialisées des Nations Unies étaient représentées par des observateurs, à savoir l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Etaient également présents un observateur de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et un observateur du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD).

Election du Bureau

6. Le Comité a élu à l'unanimité le Bureau suivant : M. Rabin Gharburrin (Maurice), Président; M. Lamin Bora Mboge (Gambie), Premier Vice-Président; M. Murairi Nitima Kanene (Zaire), Second Vice-Président et M. Samuel Greene (Libéria), Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour

7. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales :
 - a) Institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des affaires sociales
 - b) Création d'un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social
5. Coopération régionale et interrégionale : examen des faits nouveaux survenus :
 - a) Coopération régionale en Afrique : examen des progrès réalisés
 - b) Coopération économique entre pays en développement : coopération entre les commissions régionales
6. Centre de transfert des techniques
7. Questions relatives au personnel et questions administratives
8. Examen des recommandations de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie
9. Examen des dispositions prises en vue de la quatrième réunion de la Conférence des ministres

10. Questions diverses
11. Dates et lieu de la prochaine réunion
12. Adoption du rapport.

Discours d'ouverture

8. Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CEA a remercié le Gouvernement zaïrois de la générosité dont il avait fait preuve en mettant à la disposition du Comité les facilités requises et d'avoir accepté d'accueillir à Kinshasa la deuxième réunion du Comité qui se tenait hors d'Addis-Abéba.

9. Il a également exprimé ses remerciements aux membres du Comité qui, lors des réunions qui s'étaient tenues depuis la Conférence de Nairobi, s'étaient montrés fermement résolus à faire progresser l'Afrique et à prêter leur concours à cette fin. Il a appelé l'attention sur le fait que l'on avait modifié la pratique antérieure concernant le fonctionnement du Comité, ce qui permettait de le renforcer et de lui confier un rôle essentiel entre les réunions de la Conférence. A cet égard, le Comité était chargé de préparer minutieusement la quatrième réunion de la Conférence.

10. Le Commissaire d'Etat zaïrois à l'économie et à l'industrie nationales, après avoir souhaité la bienvenue aux participants de la part du Président, a rappelé que le Comité exécutif à sa quinzième session, et ensuite le Conseil des ministres de l'OUA, à sa onzième session, avaient établi un programme en plusieurs étapes en vue de la création d'une communauté économique africaine, qui impliquerait des mesures dans des domaines tels que la souveraineté sur les ressources naturelles, l'autonomie en matière d'alimentation, l'intensification des échanges intra-africains et la mise en oeuvre de projets industriels complémentaires en Afrique, comme l'indiquait le document intitulé "Principes directeurs révisés pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international en Afrique". Cependant, on risquait de ne pas atteindre un objectif essentiel, à savoir celui de l'autonomie en matière d'alimentation, en raison d'obstacles physiques, socio-économiques, financiers ou économiques. Les difficultés dans le domaine des communications pourraient être réduites par l'institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des transports. Les problèmes en matière d'énergie pourraient être examinés par une communauté africaine de l'énergie, dont la création avait été recommandée par la deuxième Réunion africaine sur l'énergie et pour laquelle les arrangements initiaux devraient être pris immédiatement.

11. S'agissant de l'industrialisation, le Commissaire d'Etat zaïrois à l'économie et à l'industrie nationales a exprimé sa reconnaissance aux créateurs des communautés économiques multinationales destinées à assurer l'intégration économique

de groupes de pays. Des projets industriels conjoints étaient indispensables pour tirer parti des possibilités offertes par ce type de groupements. Les problèmes rencontrés par les pays africains recherchant des marchés pour leurs produits appelaient une stratégie régionale des échanges tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, impliquant un front commun des pays africains lors des réunions d'organismes tels que la CNUCED. Les réunions des ministres africains des affaires étrangères devraient également être plus fréquentes.

12. L'une des raisons du faible niveau des échanges entre les pays africains était leur position géographique. La notion de pays sans littoral devait être élargie de façon à inclure les pays semi-enclavés, qui se trouvaient souvent aussi isolés que les pays insulaires. Il allait de soi que des secteurs tels que l'éducation, la santé, le logement, la protection de l'environnement, la mise en valeur des ressources naturelles et la population devaient également entrer en ligne de compte dans la planification nationale et dans les efforts visant à établir ou à renforcer la coopération entre les pays africains.

Rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales

a) Institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des affaires sociales; b) Création d'un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (E/CN.14/672 - E/CN.14/ECO/115) (Point 4 de l'ordre du jour)

13. Le Secrétaire exécutif a présenté le rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales tenue à Alexandrie en janvier 1977 (E/CN.14/672 - E/CN.14/ECO/115), en attirant l'attention en particulier sur la résolution 1(II) de la Conférence concernant l'institutionnalisation de cette dernière et la résolution 2(II) concernant la création d'un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. Les membres du Comité n'ont présenté aucune observation sur cette question.

Coopération régionale et interrégionale : Examen des faits nouveaux survenus :

a) Coopération régionale en Afrique : Examen des progrès réalisés; b) Coopération économique entre pays en développement : Coopération entre les commissions régionales (E/CN.14/659 - E/CN.14/ECO/112; E/CN.14/669 - E/CN.14/ECO/113) (Point 5 de l'ordre du jour)

14. En présentant le point 5 de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a déclaré que les pays africains, bien qu'ils aient organisé des réunions intergouvernementales et adopté des résolutions sur le sujet de la coopération économique depuis plusieurs années, n'étaient pas encore près de réaliser une véritable coopération économique. L'expérience avait montré qu'il était relativement facile d'établir des stratégies et des programmes d'action mais beaucoup moins de les appliquer effectivement. La CEA avait exécuté des projets dans le domaine des transports, des ressources naturelles, de l'industrie, de l'agriculture et du commerce intra-africain et elle avait entrepris plusieurs études dans ces divers secteurs, dont le seul résultat vraiment intéressant avait été la création d'associations et d'institutions comme le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife, le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes de Nairobi et le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est. Toutefois, une fois qu'elles étaient créées, ces institutions ne bénéficiaient pas de l'entier appui des gouvernements.

15. L'existence d'un grand nombre d'arrangements intergouvernementaux semblait indiquer que l'on réalisait des progrès. Toutefois, on aurait tort de considérer la profusion d'organisations intergouvernementales comme une preuve que l'Afrique évoluait de façon irrésistible vers l'intégration économique et l'autonomie collective. Lorsque le secrétariat de la CEA avait effectué un examen préliminaire des résultats obtenus par ces organisations, il avait découvert un certain nombre de faits attristants qui contrastaient avec le désir des gouvernements africains de créer des institutions.

16. Le Président a invité les membres du Comité à examiner le document E/CN.14/659/ECC/112, intitulé "Rapport sur la coopération économique en Afrique", qui avait été établi par le secrétariat à l'intention du Comité pour l'aider dans son examen du point 5 de l'ordre du jour. Il a proposé que les membres du Comité étudient la troisième partie de ce document, consacrée aux projets de coopération exécutés sous les auspices de la CEA et indiquant les problèmes concrets que rencontrait leur pays, en précisant dans quelle mesure ils pouvaient s'engager à adopter, pour la solution de ces problèmes, une approche fondée sur la coopération. Il était certain que le projet de route transafricaine présentait souvent, outre les problèmes économiques, des problèmes politiques, qui devraient être soumis à l'examen du Comité.

17. Se référant à la deuxième partie du rapport, consacrée à l'examen des arrangements intergouvernementaux, un représentant a contesté le bien-fondé de certains des arguments avancés à l'alinéa b) relatif à l'UDEAC (p.7) et il a demandé la suppression au troisième paragraphe de cet alinéa, des deux passages suivants : "la création de l'Union n'a pas permis d'obtenir des résultats substantiels" et "la répartition équitable des projets industriels ne s'est pas traduite dans la réalité".

18. Des représentants ont estimé que les indications reproduites à l'alinéa c) relatif au Maghreb ne reflétaient pas correctement la réalité et qu'il y aurait lieu de les reformuler. Il faudrait en particulier supprimer les deux dernières phrases du dernier paragraphe de cet alinéa.

19. Selon un autre représentant, il convenait de signaler, parmi les initiatives concrètes prises en vue d'institutionnaliser la coopération au niveau sous-régional, la création en 1976 d'une nouvelle association, à savoir la Communauté économique des pays des Grands Lacs. Un autre représentant a souligné que le document à l'examen devrait faire mention du développement régulier de la coopération et de l'intégration économiques entre l'Egypte et le Soudan.

Ressources naturelles et transports et communications

20. Un représentant a souligné que, lorsqu'on s'efforçait de créer des institutions ou des groupements régionaux en Afrique, on se heurtait à de nombreux obstacles de nature politique qui freinaient la réalisation des divers projets de coopération économique.

21. De l'avis d'un autre représentant, l'un des problèmes essentiels qui se posait dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles du continent africain était celui de l'élaboration d'une stratégie commune du développement. En effet, les Etats avaient souvent tendance à appliquer leurs propres politiques et à préserver leurs intérêts individuels même dans le cadre d'accords de coopération régionale. Il était, d'autre part, de la plus grande importance d'engager entre les divers pays de la région africaine des négociations visant à harmoniser les politiques monétaires.

22. A propos des indications fournies dans le document à l'examen sur les travaux de construction du tronçon Maiduguri-Ndjamena du réseau routier transafricain [p. 16 alinéa b) ii], un représentant a émis des doutes sur l'existence des conflits d'intérêt dont il était fait mention.

Questions commerciales et monétaires

23. Aucune observation n'a été faite au sujet de cette section.

Industrie et agriculture

24. Un représentant a signalé l'existence au Zaïre de deux centres dont la vocation dépassait largement le niveau national. Il s'agissait du Centre de recherches industrielles en Afrique centrale et du Centre national des études nucléaires.

Formation et ressources humaines

25. Cette section n'a fait l'objet d'aucun commentaire.

26. Un membre du secrétariat a présenté le document intitulé "Mesures adoptées par la CEA en vue de promouvoir la coopération entre l'Afrique et d'autres régions en développement" (E/CN.14/609 - E/CN.14/ECC/113).

27. Un représentant a signalé que le paragraphe 16 du document à l'examen ne visait que les activités de coopération entre la CEA et la Commission économique pour l'Europe dans la région méditerranéenne et il a souligné l'intérêt d'étendre cette coopération à l'ensemble des pays situés au sud du Sahara qui avaient déjà des liens anciens avec l'Europe.

28. De l'avis d'un autre représentant, il convenait d'établir des relations de coopération entre la CEA et les pays socialistes.

Centre de transfert des techniques (E/CN.14/673) (point 6 de l'ordre du jour)

29. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Centre de transfert des techniques - Rapport d'activité sur la création d'un centre régional africain pour le transfert, l'adaptation et la mise au point des techniques" (E/CN.14/673).

30. Plusieurs représentants ont souligné l'importance capitale qu'ils attachaient à la réalisation de ce projet et ils ont formulé l'espoir que les activités prévues pourraient être exécutées dans les meilleurs délais.

Questions relatives au personnel et questions administratives (E/CN.14/671 - E/CN.14/ECO/114) (point 7 de l'ordre du jour)

31. Dans la présentation qu'il a faite du document intitulé "Questions relatives au personnel et questions administratives" (E/CN.14/671 - E/CN.14/ECO/114) le Secrétaire exécutif, tout en soulignant l'intérêt de l'africanisation du personnel de la CEA, a rappelé la recommandation faite par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale selon laquelle, dans chaque commission économique régionale la proportion de fonctionnaires originaires de la région ne devait pas dépasser 75 p. 100 de l'effectif total. Pour ce qui était de la CEA, l'absence ou l'insuffisance de représentation de certains pays africains tenait essentiellement au manque de candidatures de ressortissants de ces pays. Enfin, le Secrétaire exécutif a rappelé que le secrétariat recrutait ses fonctionnaires sur la base d'un examen approfondi des qualifications des candidats, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique équitable et sans discrimination aucune, à l'encontre notamment des francophones. Le Comité a instamment prié le Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts en vue de fournir aux fonctionnaires de la CEA des possibilités et des services de formation linguistique afin qu'ils soient capables de travailler à la fois en anglais, en arabe et en français.

Examen des recommandations de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (document E/CN.14/655 - E/CN.14/NRD/E/15) (point 8 de l'ordre du jour)

32. Ce point a été présenté oralement par un membre du secrétariat. Au cours des débats qui ont suivi, on a pris acte des recommandations adoptées par la Réunion, en particulier celles qui se rapportaient à la stratégie de mise en valeur des ressources de l'Afrique en énergie. D'autre part, on a estimé que le cadre envisagé pour la coopération dans le domaine de l'énergie devait être élargi de manière à inclure toutes les matières premières africaines, en application des recommandations de la Conférence des pays en développement sur les matières premières de Dakar.

33. On a attiré l'attention spécialement sur les recommandations relatives à l'énergie nucléaire et sur la nécessité de mettre un terme au monopole des pays développés sur la technologie nucléaire, d'autant plus qu'un certain nombre de pays africains possédaient de gros gisements d'uranium. Le pétrole était une autre ressource épuisable importante et l'on considérait qu'il fallait retirer le maximum de profit de son exploitation; à cet égard le représentant de l'Algérie a fait observer que les onzième et douzième alinéas du préambule des recommandations d'Accra insistaient trop sur un seul élément de la crise économique mondiale.

34. On a témoigné d'une certaine inquiétude devant la possibilité que les recommandations en question aboutissent à la création d'une série de nouvelles institutions alors que le Comité avait déjà approuvé la thèse du secrétariat, exposée dans le document E/CN.14/659, qu'il était préférable de renforcer les institutions existantes. Les fonctions proposées pour la Banque africaine de l'énergie, par

exemple, pourraient parfaitement être assurées par la Banque africaine de développement. De même, au lieu de créer un organisme de collecte et de diffusion des données, la Commission pourrait confier ces opérations à la Banque régionale de données, dont les experts d'Accra ne connaissaient peut-être pas l'existence.

35. Il a été souligné à propos de l'organisme régional de l'énergie envisagé que le Conseil des ministres de l'OUA avait examiné une recommandation similaire à sa onzième session extraordinaire et que la coordination des politiques de l'énergie était un facteur positif dans la poursuite des nombreux objectifs africains de développement. Il a été proposé que le Comité appuie la recommandation de la onzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et que la CEA soit invitée à accorder toute l'attention voulue aux problèmes de l'énergie en Afrique.

36. Le représentant du Zaïre a décrit brièvement le plan de développement de l'énergie hydroélectrique de son pays et il a renouvelé l'offre faite à la onzième session extraordinaire des ministres de l'OUA tenue à Kinshasa en décembre 1976, de conclure des accords de coopération avec les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour l'exploitation de cette énergie.

37. En réponse aux questions posées, un représentant du secrétariat a indiqué que le rapport de la réunion d'Accra constituait un ensemble adopté à la suite d'un compromis entre des opinions opposées. Dans son rapport, la réunion louait les efforts faits par des pays africains pour retirer le maximum de bénéfices de leurs ressources en matières premières. Au sujet des craintes exprimées devant la prolifération des nouveaux organismes, le représentant a souligné que les institutions proposées à Accra constituaient le cadre institutionnel minimal nécessaire pour assurer la coordination et la coopération en Afrique. Les pays développés avaient établi un mécanisme beaucoup plus complexe dans le domaine de l'énergie.

38. Le Secrétaire exécutif a ajouté que le Comité pouvait adopter un point de vue beaucoup plus général que les experts d'Accra, qui ne s'étaient pas estimés autorisés à faire des recommandations sur d'autres sujets que celui de l'énergie. Le Comité avait conscience des efforts faits au sein du secrétariat pour effectuer une restructuration du mécanisme de la coopération économique et il devait veiller à ce que les propositions soumises à la Conférence des ministres fussent compatibles avec la structure générale adoptée.

Examen des dispositions prises en vue de la quatrième réunion de la Conférence des ministres (point 9 de l'ordre du jour)

39. Le Secrétaire exécutif a fait valoir qu'en raison du temps très court réservé à la quatrième réunion de la Conférence des ministres, le mieux serait peut-être de renoncer au débat général ou de consacrer les deux premiers jours de la réunion aux déclarations d'ordre général, étant entendu qu'aucune déclaration de cet ordre ne serait faite après cette date. Un représentant a déclaré qu'à son avis, le Comité

exécutif pourrait suggérer à la Conférence des ministres de renoncer au débat général, étant entendu que lors de l'examen des divers points de l'ordre du jour, il serait toujours possible aux représentants de situer les problèmes mentionnés dans un contexte plus général. Cette solution a été appuyée par un certain nombre de membres du Comité.

40. Le même représentant a estimé aussi que les travaux de la Conférence se trouveraient accélérés si l'on commençait par établir un comité de rédaction ou un comité plénier afin d'examiner toutes les résolutions présentées à la Conférence par les diverses délégations ou les divers groupes de délégations avant que les projets ne soient soumis à la Conférence plénière. Ce point de vue a également été appuyé par un certain nombre de représentants.

41. Le Secrétaire exécutif a rappelé au Comité que la session en cours était la dernière pendant laquelle le Comité se réunissait dans sa composition actuelle et que la Conférence devait élire les nouveaux membres du Comité pour la période de 1977 à 1979. A ce sujet, un membre du Comité a estimé qu'afin de renforcer et d'élargir les travaux de la CEA et en raison de la récente accession à l'indépendance de certains pays africains, notamment dans la partie australe de la région, il faudrait peut-être envisager d'élargir la composition du Comité exécutif et porter le nombre de ses membres à 18 ou 20.

42. Il a également fait observer que le Comité pourrait décider de se réunir plus régulièrement de façon à pouvoir accomplir plus efficacement sa tâche véritable d'organe exécutif de la Conférence des ministres. En outre, le Comité pourrait utilement être ouvert à la participation de représentants de pays africains non membres car, compte tenu de la composition actuelle du Comité, certaines questions importantes n'étaient pas soumises aux gouvernements de tous les Etats africains. Un comité élargi et ayant de plus grandes possibilités de participation pourrait être en mesure de créer des comités ad hoc et spéciaux chargés de traiter de façon plus approfondie certains des problèmes figurant à son ordre du jour.

43. Un autre représentant a déclaré que, tout en appuyant l'idée de réunions plus fréquentes, il estimait que l'idée d'augmenter le nombre de membres du Comité exécutif devrait faire l'objet de sérieuses consultations à l'échelon sous-régional. Il a estimé que le Comité pourrait peut-être décider de désigner un représentant de chaque sous-région, afin de tenir les autres représentants de la sous-région au courant des progrès réalisés.

44. Le Secrétaire exécutif a déclaré que, s'il incombait au Comité lui-même et en dernière analyse à la Conférence des ministres de décider à la composition du Comité, des consultations à l'intérieur des sous-régions pourraient cependant faciliter les choses. Le Comité avait reconnu la nécessité de renforcer les structures sous-régionales pour compléter les mesures prises à l'échelon régional. Il importait que l'action régionale et l'action sous-régionale soient intégrées et le Secrétaire exécutif estimait dès lors qu'il pourrait être utile que les responsables

des groupes sous-régionaux s'associent aux activités du Comité exécutif, afin de fournir au Comité les renseignements concernant les activités en cours dans leurs sous-régions et de s'assurer qu'elles étaient compatibles avec celles qui étaient exécutées à l'échelon régional.

45. S'agissant de la fréquence des réunions du Comité, il a souligné qu'en fait au cours de ces dernières années, le Comité s'est réuni plus fréquemment que ne l'exigeait la résolution portant création du Comité et qu'en outre, un nombre croissant de ministres avaient assisté à ces réunions. Il craignait que, si les réunions étaient trop fréquentes, il soit difficile d'assurer la représentation à l'échelon ministériel.

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

46. En réponse à une question posée au titre de ce point de l'ordre du jour, le Secrétaire exécutif a déclaré que la décision prise à la dernière Conférence des ministres en vue de l'adoption de l'arabe comme troisième langue officielle de la Commission avait été soumise tout d'abord au Conseil économique et social, qui l'avait ensuite soumise à l'Assemblée générale, laquelle l'avait adoptée. C'est pourquoi le secrétariat avait commencé à recruter des traducteurs et des dactylos arabes et, lorsqu'il serait parvenu à constituer une documentation de base suffisante en langue arabe, il recruterait des interprètes arabes et les réunions et les conférences pourraient alors se tenir dans les trois langues.

Date et lieu de la prochaine réunion

47. Il a été décidé que la dix-septième réunion du Comité exécutif se tiendrait au siège de la Commission à Addis-Abéba, en octobre prochain.

Adoption du rapport (point 12 de l'ordre du jour)

48. Le Comité exécutif a adopté son rapport à la Conférence des ministres sur les travaux de sa seizième session, ainsi qu'une résolution sur les questions administratives et les questions relatives au personnel, reproduite à l'annexe I du rapport, et les projets de résolution ci-après qui sont soumis à l'examen de la Conférence des ministres et dont le texte est reproduit à l'annexe II du rapport :

Affaires sociales

- a) Institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des affaires sociales 1/ E/CN.14/L.621
- b) Création du Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social E/CN.14/L.630

1/ Le Comité exécutif a également proposé que la Conférence des ministres prie le Secrétaire exécutif de la CEA de porter à l'attention de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA le contenu de cette résolution.

Coopération économique

- | | | |
|----|--|---------------------|
| c) | Coopération économique | E/CN.14/L.628/Rev.1 |
| d) | Coopération économique dans le domaine des ressources naturelles | E/CN.14/L.626 |
| e) | Coopération économique pour l'exécution des projets de route transafricaine | E/CN.14/L.636/Rev.1 |
| f) | Coopération économique dans le domaine des chemins de fer, et de la gestion portuaire | E/CN.14/L.638 |
| g) | Coopération intéressant l'Association des organisations africaines de promotion des échanges | E/CN.14/L.639 |
| h) | Coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale | E/CN.14/L.632 |
| i) | Coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine | E/CN.14/L.633 |
| j) | Coopération avec la Commission économique pour l'Europe | E/CN.14/L.634 |
| k) | Coopération avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique | E/CN.14/L.635 |

Energie

- | | | |
|----|--|---------------------|
| l) | Deuxième réunion africaine sur l'énergie | E/CN.14/L.620/Rev.1 |
|----|--|---------------------|

ANNEXE I

RESOLUTION

Questions administratives et questions relatives au personnel

Le Comité exécutif,

Prenant note de la résolution 242(XI) de la Conférence des ministres, en date du 23 février 1973, par laquelle le Secrétaire exécutif est prié de faire périodiquement rapport au Comité exécutif sur les questions administratives et les questions relatives au personnel,

Prenant note en outre avec satisfaction du rapport intérimaire du Secrétaire exécutif sur les questions administratives et les questions relatives au personnel dont il est saisi, à sa seizième session,

1. Félicite le Secrétaire exécutif des efforts qu'il déploie pour :

- a) assurer l'africanisation de 75 p. 100 des postes du secrétariat, et
- b) essayer d'assurer la représentation de tous les Etats membres au secrétariat de la Commission;

2. Demande aux Etats membres d'aider le Secrétaire exécutif, dans toute la mesure de leurs moyens, à recruter des experts africains qualifiés de toutes les sous-régions afin de pourvoir ainsi, dans toute la mesure du possible, les postes vacants au secrétariat de la Commission;

3. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'assouplir les règles relatives à la répartition géographique équitable des postes en ce qui concerne les Etats membres de la Commission afin que les postes vacants du secrétariat puissent être pourvus, dans toute la mesure du possible, par des experts qualifiés recrutés à l'intérieur de la région;

4. Demande au Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts en vue de fournir aux fonctionnaires du secrétariat des services et des moyens de formation linguistique, afin qu'ils soient capables de travailler à la fois en anglais et en français;

5. Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Conférence des ministres à sa cinquième session, par l'intermédiaire du Comité exécutif, un rapport sur les questions administratives et les questions relatives au personnel.

ANNEXE II

PROJETS DE RESOLUTION

a) Institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des affaires sociales (E/CN.14/L.621)

La Conférence des ministres,

Consciente du fait que le développement social a un rôle primordial et dynamique à jouer dans les programmes nationaux de développement,

Reconnaissant la nécessité de préciser les concepts, d'harmoniser les priorités et d'assurer la coopération nécessaire pour l'adoption des politiques et des stratégies de protection sociale et de développement social,

Convaincue que les gouvernements africains doivent, de toute urgence et de façon concertée, mener une action suivie et exécuter des programmes complémentaires dans le domaine du développement social,

Ayant examiné le rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales tenue à Alexandrie en janvier 1977 et en particulier la résolution concernant l'institutionnalisation de cette conférence 1/,

1. Approuve l'institutionnalisation de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, qui se réunira tous les deux ans pour examiner les politiques et les programmes de développement social et pour les adapter aux objectifs nationaux de développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'assumer toutes les fonctions de secrétariat se rapportant à la convocation de la session biennale de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et avec les organismes appropriés du système des Nations Unies;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'inclure la session biennale de cette conférence dans le programme de travail de la Commission, afin que les organismes compétents des Nations Unies prennent les décisions voulues au sujet des incidences de cette réunion périodique sur le plan financier et en ce qui concerne le personnel.

1/ E/CN.14/672 - E/CN.14/ECO/115 - E/CN.14/AMSA/II/RPT, troisième partie résolution 1(II).

b) Création du centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (E/CN.14/L.630)

La Conférence des ministres,

Rappelant la recommandation de la Conférence internationale des ministres des affaires sociales de 1968 demandant l'établissement, à l'échelon régional, de centres de recherche et de formation supérieure dans le domaine de la protection sociale et la résolution 1406(XLVI) du Conseil économique et social invitant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à examiner la question de la création de centres régionaux de recherche et de formation en matière de protection sociale,

Rappelant également la résolution CM/Res.502(XXVII) concernant la création d'un centre de recherche et de formation en matière de développement social en Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa vingt-septième session et ultérieurement approuvée par l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa quatorzième session,

Ayant examiné la nécessité de créer en Afrique un centre de cette nature, sur la base du rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales 1/,

Consciente du fait que les travaux de ce centre devraient permettre une bonne coordination des programmes de toutes les institutions existantes, tant sur le plan national et sous-régional que dans le cadre du système des Nations Unies, qui s'occupent du développement social,

1. Approuve la décision de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales de créer un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social 2/;

2. Approuve en outre l'accord portant création de ce centre et comprenant son acte constitutif, tel qu'il a été approuvé par la Conférence susmentionnée 3/;

3. Prie instamment les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine d'adhérer à cet accord afin que le centre devienne une réalité, d'apporter un appui financier au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour que le centre puisse commencer ses activités sans retard et de contribuer régulièrement à son budget afin d'assurer son bon fonctionnement;

1/ E/CN.14/672 - E/CN.14/ECO/115 - E/CN.14/AMSA/II/RPT II, deuxième partie.

2/ Ibid., troisième partie, résolution 2(II).

3/ Ibid., troisième partie.

4. Demande aux gouvernements, institutions et organismes donateurs d'accorder une aide financière et autre au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, afin de compléter la contribution des Etats africains à l'établissement et au fonctionnement du centre;

5. Prie le Secrétaire exécutif de coordonner les mesures en vue de la création du centre, en étroite coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, en ce qui concerne en particulier l'application de la résolution 3(II) adoptée par la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales au sujet de l'emplacement du centre.

c) Coopération économique (E/CN.14/L.628/Rev.1)

La Conférence des ministres,

Rappelant l'alinéa a) du paragraphe 1 du mandat de la Commission, aux termes duquel celle-ci doit "prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde" et l'alinéa f) du même paragraphe, aux termes duquel elle doit "aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région",

Rappelant en outre :

a) les diverses résolutions visant à accroître la coopération économique, en particulier la résolution 86(V) de la Commission, en date du 2 mars 1963, par laquelle le Secrétaire exécutif est prié d'entreprendre des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains, et la résolution 176(VIII) de la Commission, en date du 24 février 1967, qui précise le cadre de la coopération économique africaine;

b) la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en 1973, soulignant l'importance qu'attachent les pays africains à l'autonomie collective et à l'indépendance économique et fournissant le cadre de la coopération régionale, sous-régionale et sectorielle;

c) les recommandations que le Conseil des ministres de l'OUA a adoptées à sa onzième session extraordinaire tenue à Kinshasa en décembre 1976 au sujet de l'adoption de divers programmes et mécanismes devant permettre d'accélérer la coopération économique; et

d) la résolution 3202(S-VI), en date du 1er mai 1974, de l'Assemblée générale sur les principes et les objectifs décrits dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3362(S-VII), en date du 16 septembre 1975, sur le développement et la coopération économique internationale;

Reconnaissant la nécessité de prendre de toute urgence des mesures, compte tenu de la récession prolongée et des graves pressions inflationnistes qui s'exercent sur les pays développés à économie de marché, de la hausse constante des prix des produits manufacturés et des services exportés par ces pays, de l'ajustement des prix du pétrole, des fluctuations des prix des autres produits d'exportation et des difficultés de la balance des paiements qui en résultent, de l'échec de la quatrième session de la CNUCED et des résultats décevants obtenus jusqu'à présent dans le cadre du dialogue Nord-Sud, facteurs qui tous accentuent la nécessité de rendre les pays africains moins tributaires des pays développés et d'encourager leur autonomie collective ainsi que leur unité d'action avec les autres pays en développement;

Tenant compte de la stratégie et des directives pour un programme d'action élaboré dans le cadre du plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international ^{1/}, qui souligne l'objectif à long terme de la coopération multinationale, à savoir le développement national optimal,

Ayant présente à l'esprit la nécessité de promouvoir l'harmonisation des plans nationaux de développement avec les programmes sous-régionaux et régionaux et d'intégrer la coopération économique aux politiques socio-économiques de chaque pays,

Consciente que la multiplicité des organisations dans les sous-régions risque d'entraîner des chevauchements d'efforts, des inconséquences et une fragmentation,

Préoccupée par les problèmes auxquels se heurtent les organisations intergouvernementales multinationales polyvalentes à l'échelon sous-régional et régional,

Reconnaissant que les difficultés actuelles et futures ne doivent pas pour autant faire perdre de vue la nécessité fondamentale d'une coopération multinationale et, ultérieurement, d'une intégration économique sous-régionale,

Accueillant avec satisfaction la création par les Etats membres de l'Afrique de l'Ouest d'une organisation intergouvernementale sous-régionale qui rassemble un grand nombre de pays membres et qui supprime les limites linguistiques, culturelles et géographiques héritées des systèmes coloniaux européens,

1. Invite les Etats membres à faire tout leur possible en vue de restructurer les organisations économiques intergouvernementales existantes et à en rationaliser les opérations :

a) en créant des mécanismes pour :

- i) coordonner leurs programmes de manière que les organisations de groupements voisins s'occupant de projets identiques ou analogues puissent mettre leurs forces en commun pour la réalisation de ces projets;
 - ii) renforcer les organisations multisectorielles d'étendue limitée et les encourager à coopérer dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes, en vue d'assurer ainsi une collaboration plus intime et plus complète entre différents groupements ou Etats voisins;
- b) en procédant à une intégration progressive des petits groupements multisectoriels d'étendue limitée dans chaque sous-région, dans le cadre d'arrangements de coopération polyvalents et si possible plus larges, tendant vers un degré beaucoup plus poussé d'intégration économique formelle, et
- c) en formulant des programmes communs d'assistance mutuelle dans la mobilisation des ressources et la valorisation de la main-d'oeuvre;

2. Recommande que l'organisation économique multinationale et polyvalente existant dans chacune des quatre sous-régions administratives de la CEA serve de cadre en vue de l'intégration progressive des groupements sectoriels d'étendue limitée ou groupements à échelle réduite dans chaque sous-région et constitue en fin de compte le mécanisme multinational polyvalent nécessaire pour promouvoir la coopération économique sous-régionale, considérée comme une étape vers l'intégration économique régionale,

3. Recommande en outre qu'en vue de promouvoir l'autonomie économique nationale et de faciliter la coopération multinationale, une intégration des secteurs soit réalisée au niveau national tout en procédant à l'africanisation des grandes unités de production sur le plan de la propriété, du contrôle et de la direction, afin de réduire la dépendance à l'égard des pays développés dans le domaine des exportations et des importations;

4. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à aider dans toute la mesure du possible, par l'intermédiaire des centres opérationnels multinationaux de la CEA, les Etats membres et les organisations intergouvernementales à assurer la coordination des programmes des organisations sous-régionales intergouvernementales existantes et leur intégration progressive dans des groupements sous-régionaux polyvalents plus vastes, comme la CEDEAO;

5. Prie le Secrétaire exécutif d'aider les pays intéressés dans leurs efforts pour renforcer et améliorer les activités des organisations polyvalentes existant au niveau sous-régional et régional;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre des rapports périodiques sur les progrès réalisés et les problèmes qui se posent en ce qui concerne l'application des paragraphes 4 et 5 de la présente résolution au Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et la Conférence des ministres de la CEA;

7. Fait appel à tous les organismes des Nations Unies et à toutes les institutions financières, comme la BAD, et la BADEA, pour qu'ils fournissent des ressources en vue d'encourager la coopération régionale et sous-régionale en Afrique.

d) Coopération économique dans le domaine des ressources naturelles
(E/CN.14/L.626)

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 205(IX) et 238(XI) de la Commission, en date du 14 février 1969 et du 22 février 1973,

Rappelant en outre la résolution 1673(LII) du Conseil économique et social en date du 2 juin 1972,

Notant avec satisfaction les mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif pour la création de centres de recherche, de formation et de services dans le domaine des ressources naturelles,

Félicitant

a) Le Gouvernement nigérian de l'appui généreux qu'il accorde au Centre régional de formation aux levés aériens d'Ile-Ife;

b) Le Gouvernement kényen d'avoir fait don de terrain et de fonds pour la création du Centre régional de services spécialisés pour les levés et les cartes;

c) Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de sa contribution supplémentaire spéciale pour la création du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est.

1. Demande aux pays africains qui n'ont pas encore signé et ratifié les accords portant création du Centre régional de formation aux levés aériens, du Centre régional de services spécialisés pour les levés et les cartes et du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est d'accorder leur entier appui, sur le plan politique et matériel, à ces institutions;

2. Invite les Etats membres à accorder une aide au secrétariat de la Commission pour rassembler des données statistiques pour le projet d'inventaire cartographique par pays;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter des rapports à toutes les réunions du Comité exécutif sur l'appui l'aide que reçoivent les pays africains pour les projets mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de la présente résolution.

e) Coopération économique pour l'exécution des projets de route transafricaine
(E/CN.14/L.636/Rev.1)

La Conférence des ministres,

Consciente de la lenteur avec laquelle progresse l'exécution des projets de route transafricaine,

Reconnaissant que la mise en place rapide d'un réseau routier régional africain intégré facilitera les progrès de la coopération économique multinationale en Afrique, du commerce intra-africain et de l'intégration politique et sociale de l'Afrique et la réalisation de l'objectif dernier, qui est d'établir un marché commun africain,

Notant avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de convoquer récemment une réunion intergouvernementale sur la future route trans-est-africaine (Le Caire, Gaborone) et l'appui que le secrétariat de la Commission continue d'apporter à l'ensemble du projet de route transafricaine,

1. Félicite le Gouvernement algérien des progrès rapides de la construction du tronçon algérien de la route transsaharienne;

2. Félicite en outre les gouvernements camerounais, kényen, nigérian et ougandais des progrès réalisés jusqu'à présent sur leurs tronçons respectifs de l'axe routier Mombasa-Lagos;

3. Prie instamment :

a) Le Gouvernement zaïrois de prendre toutes les mesures nécessaires pour mener à bien les études techniques, puis les travaux de construction des tronçons Kisangani-Bangassou et Kisangani-Kasindi de l'axe routier Mombasa-Lagos;

b) Le Gouvernement de l'Empire centrafricain d'accélérer les travaux de construction et d'amélioration de son tronçon de la route transafricaine;

c) Les gouvernements malien et sénégalais de poursuivre l'achèvement du tronçon Tambacounda-Naye (Sénégal) - Nioro du Sahel-Kolami (Mali) de la route trans-ouest africaine;

d) Le Gouvernement malien d'accélérer les travaux de construction et d'amélioration de ses tronçons de la route Dakar-Ndjamena;

e) Les gouvernements tchadien, camerounais et zaïrois de concourir à la prise d'une décision entre les deux trajets possibles, afin que l'on puisse continuer à travailler au tronçon Maiduru-Ndjamena;

f) Les gouvernements de la Guinée et de la Guinée-Bissau d'indiquer leur décision ferme quant à celui des deux trajets possibles qu'ils choisissent, soit la route Guinée-Sénégal, soit la route Sénégal-Guinée-Bissau-Guinée;

g) Les gouvernements tchadien et camerounais d'accélérer la construction du pont sur le Chari;

h) Les gouvernements malien et nigérien d'accélérer la construction de leurs tronçons de la route transsaharienne;

4. Prie en outre instamment les Etats membres :

a) D'accorder la plus haute priorité dans leurs plans de développement à leurs tronçons de la route transafricaine;

b) De respecter les décisions prises par les réunions intergouvernementales quant aux choix des routes et aux calendriers d'exécution;

5. Fait appel aux donateurs bilatéraux pour qu'ils fournissent l'aide financière nécessaire et n'insistent pas pour que les pays finançant les études de faisabilité prennent également en charge les travaux de construction;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à aider les Etats membres, sur leur demande, à obtenir de pays donateurs et d'institutions financières multinationales, en particulier la Banque africaine de développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, l'aide financière et technique nécessaire pour l'exécution de leurs tronçons de la route;

7. Demande aux pays industrialisés et aux institutions de financement qui ont déjà financé les études de faisabilité et aux autres pays et institutions financières qui prêtent leur concours d'aider à financer l'exécution des phases suivantes du projet;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de soumettre au Comité exécutif, à chacune de ses réunions, un rapport d'activité sur les alinéas a) et b) du paragraphe 3 ci-dessus, en se fondant sur les rapports périodiques soumis au secrétariat de la CEA par les gouvernements intéressés;

9. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre à la Conférence des ministres à sa cinquième réunion un rapport d'activité sur l'exécution des projets de route transafricaine.

f) Coopération économique dans le domaine des chemins de fer et de la gestion portuaire (E/CN.14/L.638)

La Conférence des ministres,

Consciente des possibilités d'encouragement de la coopération multinationale qu'offre le développement des réseaux ferroviaires,

Reconnaissant que la gestion efficace des ports facilitera le transport des marchandises des pays côtiers vers les pays de l'intérieur,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités relatives aux transports ferroviaires et à la gestion portuaire,

1. Prie instamment les Etats membres :

a) d'appuyer pleinement l'Union africaine des chemins de fer, dont la création a été encouragée par la CEA et l'OUA et qui accorde la priorité au raccordement des réseaux ferroviaires africains, à la normalisation des écartements des voies et des gabarits de chargement, du matériel roulant et des systèmes de signalisation et d'achat, en adhérant à l'Union s'ils ne l'ont pas encore fait;

b) d'appuyer les associations intergouvernementales des administrations portuaires, qui s'occupent de la gestion efficace et rationnelle des ports, de la normalisation du matériel et de la coordination des activités portuaires avec celles des usagers des ports;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport périodiquement au Comité exécutif de la CEA, après consultations avec les Etats membres intéressés, sur les progrès de la consolidation de l'Union africaine des chemins de fer et de l'Association des administrations portuaires.

g) Coopération économique intéressant l'Association des organisations africaines de promotion des échanges (E/CN.14/L.639)

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité urgente de promouvoir les échanges intra-africains,

Notant que la grande majorité des pays africains n'ont pas adhéré à l'Association des organisations africaines de promotion des échanges, dont le principal objectif est d'aider au développement des échanges intra-africains,

Notant en outre qu'un certain nombre d'Etats membres de l'Association ne versent pas leurs contributions et n'assistent pas aux réunions, ce qui a retardé l'entrée en fonctionnement des organes statutaires de l'Association,

1. Invite tous les Etats africains à adhérer dès que possible à l'Association des organisations africaines de promotion des échanges,

2. Prie instamment les Etats membres de l'Association qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget de l'Association de le faire dès que possible,

3. Prie en outre instamment tous les pays membres de l'Association d'assister à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Association, qui doit se tenir en avril 1977 au siège de l'Association, à Tanger, afin notamment d'élire un secrétaire général.

h) Coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale
(E/CN.14/L.632)

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1973; la troisième Réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976, et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abéba en septembre 1976.

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiement, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Accueille avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif, avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), de signer un mémorandum d'accord sur la coopération;

2. Décide qu'il faut encourager la coopération pour l'établissement des projets prioritaires suivants :

- a) un résumé statistique pour le monde arabe;
- b) un centre régional de documentation; et
- c) un projet concernant l'exode des compétences;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier et de préciser, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la CEAO, les modalités d'une coopération élargie dans les domaines suivants :

a) agriculture : études sur la coopération et la complémentarité agricoles entre les pays des régions de la CEAO et de la CEA;

b) planification du développement : inflation et tendances actuelles du développement économique;

c) échange de responsables et de personnel technique pour la formation en cours d'emploi dans l'industrie, l'agriculture, etc.;

d) développement social : échange de renseignements, de données d'expérience, des résultats des travaux de recherche et de rapports entre la CEAO et la CEA;

e) création du Centre africain de recherche et de formation en matière de développement social envisagé;

f) établissement d'entreprises industrielles mixtes dans les régions de la CEAO et de la CEA;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) d'entreprendre des consultations périodiques avec le Secrétaire exécutif de la CEAO afin d'accélérer l'application des accords de coopération;

b) d'organiser régulièrement des réunions entre les chefs des services organiques des deux secrétariats aux mêmes fins;

c) d'explorer toutes les sources possibles de main-d'oeuvre, de fonds et d'autres ressources pour l'exécution des projets adoptés et d'autres projets.

i) Coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine
(E/CN.14/L.633)

La Conférence des ministres

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1973; la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976, et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abéba en septembre 1976,

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiements, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir pris, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, des dispositions de coopération pour l'exécution du programme de formation visant à l'intégration des fonctionnaires des organisations intergouvernementales africaines,

2. Approuve la participation de fonctionnaires africains aux stages de formation que certaines organisations de coopération économique d'Amérique latine offrent aux pays de la CEA,

3. Autorise le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine à organiser des réunions entre les membres de leurs secrétariats respectifs pour dégager des principes et des priorités et élaborer un programme d'action en matière de coopération.

j) Coopération avec la Commission économique pour l'Europe
(E/CN.14/L.634)

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/OEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1973; la troisième Réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976, et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976,

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiements, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera la développement économique de l'Afrique,

1. Accueille avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif d'explorer, avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, divers domaines possibles de coopération économique;

2. Autorise le Secrétaire exécutif, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, à établir des dispositions de coopération dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau douce dans les zones arides et semi-arides, de la sylviculture et des industries forestières, des recherches conjointes pour la culture de l'olivier, du commerce des produits agricoles transformés ou non, de la création d'associations de producteurs, de l'industrie, des investissements étrangers dans les sociétés multinationales et de la pollution par les pétroliers;

3. Approuve la participation de la Commission à la dernière Conférence de Barcelone, qui s'est tenue sous les auspices du FNUE, pour rechercher des moyens de protéger la Méditerranée contre la pollution par les pétroliers;

4. Autorise le Secrétaire exécutif à prendre part à la Conférence consécutive qui se tiendra en Grèce et au cours de laquelle seront rédigés des protocoles visant à assurer cette protection.

k) Coopération avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique
(E/CN.14/L.635)

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions et recommandations adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1973; la troisième Réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976; la cinquième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976, la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abéba en septembre 1976, et la onzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Kinshasa en décembre 1976,

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiements, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir élaboré des dispositions de coopération avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique;

2. Félicite également la Banque arabe pour le développement économique en Afrique du rôle utile qu'elle joue en fournissant des fonds et d'autres ressources afin de promouvoir le développement économique de l'Afrique;

3. Approuve les dispositions du projet d'accord révisé qui a été négocié et signé par le Secrétaire exécutif au nom de la Commission et par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique 1/.

1) Deuxième réunion africaine sur l'énergie (E/CN.14/L.620/Rev.1)

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie^{1/},

Rappelant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session ordinaire, au cours de laquelle a été célébré le dixième anniversaire de la Fondation de l'Organisation,

Rappelant en outre la Déclaration et le Programme d'action sur les matières premières, adoptés à Dakar en février 1975,

Tenant compte des résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) du 1er mai 1974, contenant respectivement la Déclaration et le Programme d'action sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Ayant présents à l'esprit les travaux et les recommandations pertinentes contenus dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés par le Conseil des ministres de l'OUA, à sa onzième session extraordinaire, qui s'est tenue à Kinshasa en décembre 1976,

Consciente de l'importance des ressources énergétiques pour le développement économique des Etats membres,

Réaffirmant la souveraineté des pays africains sur leurs ressources naturelles,

Considérant la persistance de la crise économique mondiale qui affecte gravement les économies des pays en développement, notamment celles des pays africains qui, dans leur majorité, sont vulnérables aux fluctuations des approvisionnements en énergie et les prix de l'énergie,

Considérant également que la pénurie de main-d'oeuvre locale spécialisée que connaissent encore la plupart des pays africains fait obstacle au plein contrôle de leurs ressources en énergie,

Considérant en outre qu'il faut de toute urgence accorder une haute priorité et toute l'importance voulue à l'élaboration de politiques énergétiques rationnelles et coordonnées aux échelons national, sous-régional et régional,

Consciente aussi de l'importance de la création de comités sectoriels dans les sous-régions,

Reconnaissant que la mise en valeur et l'utilisation optimales des ressources énergétiques renouvelables et non renouvelables exigent une action concertée, une coopération, un engagement politique et une solidarité de la part des Etats africains,

1. Prend note des recommandations formulées par la deuxième Réunion africaine sur l'énergie 2/;

2. Approuve notamment

a) les travaux préparatoires en vue de l'établissement de politiques et de stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation optimales des ressources énergétiques en Afrique 3/;

b) les recommandations concernant la conservation et l'exploitation rationnelle des sources classiques d'énergie;

c) le programme recommandé pour le développement de l'énergie électrique en Afrique, notamment dans les zones rurales 4/;

d) l'action recommandée par la Réunion concernant la mise en valeur et l'utilisation des sources non classiques et des sources nouvelles d'énergie 5/;

e) l'intensification des programmes de formation pour les Africains dans le domaine de l'énergie 6/;

3. Prie

a) le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'appliquer, dans le cadre de la Banque de données, les recommandations relatives à la collecte et à la diffusion d'informations sur les questions d'énergie et d'aider les gouvernements membres et les organisations sous-régionales dans leurs activités dans le domaine de l'énergie;

b) la Banque africaine de développement de consacrer une attention particulière au financement de la mise en valeur et de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Afrique;

c) les centres opérationnels multinationaux de la Commission économique pour l'Afrique et leurs organes subsidiaires d'accorder la priorité requise dans leurs activités aux problèmes de l'énergie et des matières premières.

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de tenir le plus grand compte des recommandations pertinentes de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et les autres organisations internationales s'occupant des questions d'énergie.

2/ Ibid., troisième Partie, Sect. A.

3/ Ibid., paragraphes 1 à 8.

4/ Ibid., paragraphes 9 à 14.

5/ Ibid., paragraphes 15 à 23.

6/ Ibid., paragraphes 24 à 27.